

Grèce : la Troïka tremble, c'est bon signe

Jean-Marie Harribey

L'Humanité, 19 janvier 2015

<http://www.humanite.fr/jean-marie-harribey-la-troika-tremble-cest-bon-signe-563098>

La proximité des élections législatives en Grèce et la probabilité non négligeable que Syriza arrive en tête ont provoqué des réactions montrant quel degré de considération pour la démocratie ont les classes dirigeantes et les responsables de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international). L'enjeu doit être de taille pour qu'un si petit pays au regard de l'ensemble de l'Union européenne et du monde nourrisse autant d'hostilité et fasse l'objet de tant de pressions pour qu'il reste dans le droit chemin néolibéral.

Il y a d'abord un enjeu économique. Le système bancaire a été ébranlé par la crise déclenchée en 2007. Tout l'effort des institutions a consisté à le sauver, lui, pas la Grèce. L'objectif réel de la Troïka est de garantir que les détenteurs de titres financiers pourront faire valoir les promesses de plus-values que celles-ci représentent. Or, la crise a atteint un point tel que la menace de l'effondrement du capital fictif constitué par l'immensité de la valorisation boursière et des innombrables produits dérivés reste suspendue sur la tête des propriétaires de titres (banques, compagnies d'assurances, fonds spéculatifs de toutes sortes, voire richissimes particuliers) qui savent pertinemment qu'ils ne peuvent jamais retrouver tous ensemble la liquidité qu'ils convoitent.

Pour éloigner le plus loin possible ce spectre, les classes bourgeoises n'ont alors pas d'autre solution que d'agrandir constamment la base de l'enrichissement véritable, c'est-à-dire la sphère productive où le capital se valorise globalement réellement et non pas de manière fictive. Ainsi, il leur faut comprimer salaires et droits salariaux et imposer des politiques d'austérité qui laminent les espaces non marchands où se produisent les services répondant à des besoins sociaux.

Mais pourquoi la Grèce ? Pourquoi tant de cris poussés contre l'expression démocratique ? Parce qu'il ne faudrait surtout pas que les citoyens grecs envoient le « mauvais signal ». Exactement la raison qui, au contraire, doit nous inciter à espérer et soutenir un projet radical de transformation politique. La restructuration de la dette publique s'élevant à 175 % du PIB grec ? Elle ne pourra, de toute façon, jamais être totalement remboursée, autant l'éponger immédiatement. Comment ? En partie par son effacement, et aussi par un impôt sur la fortune et le capital, prélude à une profonde réforme fiscale globale. À quoi servirait celle-ci ? Aux urgences : fournir l'électricité gratuite à 300 000 foyers, redonner accès aux soins médicaux, loger tous ceux qui sont dehors. On est aux antipodes de ce qu'annonce le premier ministre actuel Samaras qui veut alléger encore plus l'impôt sur les riches et poursuivre les privatisations.

Alexis Tsipras a répété plusieurs fois que la Grèce ne sortirait pas de l'euro. C'est préférable, d'abord pour les Grecs qui pâtiraient de la réévaluation de leur dette publique extérieure. Et aussi pour les autres peuples qui entendraient peser dans le sens d'une transformation politique dans leur propre pays et qui pourraient collaborer.

Car voici le second enjeu, d'ordre politique. Ce que redoutent les dirigeants européens, c'est l'effet d'entraînement qu'aurait une victoire de Syriza sur Podemos en Espagne et ailleurs. Pas seulement en termes de résultats électoraux. Mais aussi parce que les questions qui fâchent ne pourraient plus être éludées : quand imposera-t-on à la BCE l'obligation d'être un prêteur en dernier ressort pour les États et que sera officiellement levée l'interdiction

d'accepter des titres publics ? Jusqu'à quand les investissements d'avenir dépendront-ils quasi exclusivement de fonds privés visant la rentabilité à court terme, ainsi que le prévoit le plan Juncker ? Quand la question de l'emploi sera-t-elle vue autrement que comme une affaire de coût du travail qui se résoudrait par la baisse des salaires et de la protection sociale ?

Bientôt huit ans après l'éclatement de la crise, les institutions européennes refusent toujours de changer leurs politiques. Si l'on comprend bien qu'il épouse les intérêts des financiers, cet entêtement est tout de même absurde. La BCE est coincée : d'un côté, elle renâcle à annoncer une politique monétaire accommodante qui la conduirait à accepter des titres publics, parmi lesquels les grecs ; de l'autre, elle hésite à déléguer à chaque banque centrale nationale le soin d'acheter des titres nationaux, car il s'ensuivrait des écarts croissants entre les taux d'intérêt exigés de chacun des États. Quant à la Commission européenne, elle a perdu toute légitimité et ce n'est pas M. Juncker qui va la restaurer, lui qui a couvert les pratiques d'évasion fiscale au Luxembourg. Tout plaide donc pour donner un coup de pied dans le modèle néolibéral. Mais les Grecs n'y réussiront pas tout seuls. Donnons-leur un bon coup de main.